

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

3 MAI 1999

Proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 et l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en vue d'améliorer la protection de la maternité

(Déposée par Mme Delcourt-Pêtre)

DÉVELOPPEMENTS

Dans la situation actuelle, la femme enceinte a droit à un congé de maternité de quinze semaines dont obligatoirement huit doivent être prises après la naissance et une avant la naissance. Les six semaines restantes sont prises à la discrétion de la future mère, en tout ou en partie avant ou après la naissance. Par ailleurs, s'il arrive à la future mère de tomber malade durant les sept dernières semaines de la grossesse, le congé dont elle aura besoin sera imputé sur son congé de maternité, même si la pathologie ne présente aucun lien avec la grossesse.

Les effets pervers de la législation actuelle sont nombreux.

1. Le choix à faire en ce qui concerne les six semaines «flottantes» de repos de maternité est source de malaise et de stress

Souvent la future mère s'inquiète excessivement du choix qu'elle aura à faire concernant les six semaines

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

3 MEI 1999

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met het oog op het verbeteren van de moederschapsbescherming

(Ingediend door mevrouw Delcourt-Pêtre)

TOELICHTING

Momenteel heeft een zwangere vrouw recht op moederschapsverlof van vijftien weken, waarvan er acht verplicht moeten worden opgenomen na de geboorte en één voor de geboorte. De zes overblijvende weken mogen door de aanstaande moeder vrij worden opgenomen, volledig of gedeeltelijk voor of na de geboorte. Als zij ziek wordt gedurende de zeven laatste weken van de zwangerschap, wordt dit verlof van haar moederschapsverlof afgetrokken, zelfs als de ziekte niets te maken heeft met de zwangerschap.

De huidige wetgeving heeft veel nadelige gevolgen.

1. De keuze die moet worden gemaakt over de zes «vrije» weken moederschapsverlof zorgt voor ongemak en stress

De aanstaande moeder maakt zich vaak teveel zorgen over de keuze in verband met de zes vrije

flottantes. Les avis ne manqueront pas: les uns lui conseilleront de reporter l'entière des six semaines après la naissance du bébé, alors que les autres lui conseilleront de prendre plus d'une semaine de congé avant la naissance, pour arriver en forme à l'accouchement. Des facteurs tels que le type de travail exercé par la future mère et sa personnalité sont souvent difficiles à mettre en équation et le gynécologue en arrive lui-même à se sentir mal à l'aise lorsqu'il conseille un arrêt de travail durant la grossesse au prix d'une séparation mère/enfant plus précoce après la naissance.

2. En matière de repos prénatal, les périodes de protection de la maternité prévues actuellement par la loi ne répondent plus au progrès de la néonatalogie moderne.

Actuellement, la femme enceinte peut prendre congé durant les sept dernières semaines de la grossesse, soit entre 33 et 40 semaines de grossesse. Toutefois, la néonatalogie a fait de tels progrès qu'il ne s'agit plus d'une période à risque pour le fœtus, et il est classique de considérer qu'à partir de 34 semaines de grossesse, le pronostic en ce qui concerne l'état de santé du bébé est tellement bon qu'il n'est plus raisonnable de tenter, par exemple, d'arrêter une menace d'accouchement prématuré. Actuellement, la période considérée comme à risque est celle qui est comprise entre la 25^e et la 32^e semaine de grossesse, moment où le seul moyen de permettre à une femme de prendre du repos est de la mettre en congé de maladie. Dans ce contexte, le repos que peut prendre la femme entre la 33^e et la 40^e semaine de grossesse, dans le cadre de son congé légal, relève plus du confort que d'un risque réel pour le bébé ou pour elle-même.

Pendant la grossesse, il paraît donc plus judicieux de permettre à la femme enceinte de bénéficier de dix jours de confort durant cette période à risque, soit entre la 23^e semaine de grossesse et le début de sa période de repos prénatal. C'est l'objet d'une autre proposition de loi, jointe à la présente. Au-delà de ces dix jours, il paraît raisonnable d'imposer que les congés soient liés à un certificat médical pour une cause donnée, telle que menace d'accouchement prématuré, menace de fausse couche, etc.

L'obligation pour la femme de prendre une semaine de congé avant la naissance peut entraîner des effets inattendus. En effet, les accouchements prévus pour une date donnée ne se déclenchent pas forcément à la date prévue, et si la femme enceinte a réellement pris son congé une semaine avant le terme calculé, elle devient de plus en plus impatiente quand elle dépasse son terme puisqu'elle «consomme» du congé prévu pour le bébé. Ceci peut l'amener à demander une induction (un déclenchement) de l'accouchement avant le moment généralement accepté dans la littérature: terme plus dix jours. Les

weken. Ze krijgt van alle kanten advies: sommige raden haar aan de zes weken op te nemen na de geboorte van de baby, terwijl anderen vinden dat ze meer dan een week verlof moet opnemen vóór de geboorte om goed uitgerust te zijn voor de bevalling. Men moet rekening houden met verschillende factoren, zoals het soort werk dat de moeder in spe uitoefent en haar persoonlijkheid. Zelfs de gynaecoloog zal vaak aarzelen om een werkonderbreking tijdens de zwangerschap aan te raden, waardoor moeder en kind na de geboorte immers vroeger van elkaar worden gescheiden.

2. Wat het prenatale verlof betreft, beantwoorden de perioden van moederschapsbescherming waarin de wet momenteel voorziet, niet meer aan de vooruitgang van de moderne neonatologie.

Een zwangere vrouw kan nu verlof nemen tijdens de laatste zeven weken van de zwangerschap, dat wil zeggen tussen de 33^e en de 40^e week van de zwangerschap. In de neonatologie is evenwel zoveel vooruitgang geboekt dat dit geen risicovolle periode meer is voor de fœtus, en men neemt algemeen aan dat vanaf de 34^e zwangerschapsweek de vooruitzichten voor de gezondheid van de baby zo goed zijn dat bijvoorbeeld een vroeggeboorte niet meer hoeft te worden tegengehouden. De risicovolle periode ligt nu tussen de 25^e en de 32^e week van de zwangerschap, en tijdens deze periode kan een vrouw alleen rusten als zij ziekteverlof opneemt. Het wettelijke verlof dat een vrouw de mogelijkheid biedt om te rusten tussen de 33^e en de 40^e zwangerschapsweek, heeft dus meer te maken met comfort dan met een reëel risico voor de baby of voor haarzelf.

Het is dus raadzamer de zwangere vrouw toe te staan om tijdens de risicoperiode, dat wil zeggen tussen de 23^e zwangerschapsweek en het begin van de prenatale rustperiode, tien dagen op te nemen. Dat is het doel van dit voorstel. Als méér dan tien dagen worden opgenomen, lijkt het redelijk om een medisch attest te eisen met een specifieke reden voor dit verlof, bijvoorbeeld een dreigende vroeggeboorte of miskraam, enz.

De verplichte week verlof die de vrouw moet nemen vóór de geboorte, kan onvoorzien gevolgen hebben. Immers: een bevalling vindt niet altijd plaats op de voorziene datum, en de zwangere vrouw die verlof heeft genomen een week vóór de berekende bevallingsdatum, zal steeds ongeduldiger worden naarmate zij deze datum overschrijdt, aangezien zij zo verlofdagen «verspilt» die bedoeld waren voor de baby. Daardoor zal ze soms vragen dat de zwangerschap wordt ingeleid vóór de datum die algemeen wordt vooropgesteld in de medische literatuur, nl. de zwangerschapstermijn plus tien dagen. Het op gang

déclenchements sont susceptibles, dans certains cas, d'entraîner une augmentation des césariennes.

La présente proposition supprime cet effet pervers, tout en maintenant une semaine de congé prénatal obligatoire. Il nous paraît, en effet, indispensable de conserver cette semaine de congé prénatal obligatoire, car l'élément fatigue n'est pas négligeable en fin de grossesse, particulièrement pour les femmes qui ont déjà charge de famille. Par ailleurs, une semaine de repos prénatal nous paraît indispensable pour la préparation psychologique de la future mère à l'accouchement.

En cas de naissance multiple, il paraît plus judicieux de permettre à la mère de bénéficier d'un complément de congé après la naissance plutôt qu'avant la naissance. C'est, en effet, surtout après la naissance, que la mère aura besoin de repos pour elle-même et de temps pour accueillir les nouveau-nés. Il faut, en effet, plus de temps à une mère d'enfants multiples pour établir un lien affectif personnalisé avec chaque enfant.

3. En ce qui concerne le repos postnatal, il est indéniable que la reprise du travail après huit semaines de congé est préjudiciable à la mère et à l'enfant.

Pour l'enfant, les pédiatres recommandent actuellement de ne pas introduire d'alimentation complémentaire avant trois mois s'il s'agit d'un enfant nourri au sein. Lorsque la mère se voit obligée de reprendre le travail après huit semaines de congé postnatal, elle est amenée à modifier l'alimentation précocement.

Par ailleurs, des psychologues ont mis en évidence que la capacité pour l'enfant d'établir une relation avec deux personnes différentes se développe vers trois mois. Avant ce moment, il n'est pas judicieux de mettre l'enfant en crèche ou chez une gardienne.

En outre, la majorité des nouveau-nés « passent la nuit » vers trois mois et non à deux mois. La mère sera donc plus apte à reprendre le travail à ce moment-là.

En termes de santé maternelle, il faut noter que la plupart des mères qui doivent reprendre le travail après huit semaines de congé postnatal présentent un score élevé sur l'échelle de dépression « Edinburgh Postnatal Depression Scale ». Si elles bénéficient d'un mois de congé supplémentaire sur base d'un certificat d'incapacité de travail, pour lequel elles doivent obtenir l'accord du médecin-conseil de la mutualité, la plupart des mères se sentiront davantage prêtes à reprendre le travail. Par contre, la reprise du travail moins de trois mois après l'accouchement risque de favoriser la dépression maternelle postnatale, et, par voie de conséquence, les troubles du développement qui en résultent pour l'enfant.

brenge van de bevalling kan in bepaalde gevallen leiden tot een toename van het aantal keizersneden.

Dit wetsvoorstel vangt dit negatieve gevolg op, mét behoud van de verplichte week prenataal verlof. Deze verplichte week prenataal verlof lijkt ons inderdaad onontbeerlijk omdat aan het einde van een zwangerschap de vermoeidheid zwaar kan toeslaan, vooral voor vrouwen die al een gezin hebben. Ook voor de psychologische voorbereiding van de moeder op de bevalling lijkt een week prenataal verlof noodzakelijk.

Bij meerlingen is het raadzamer de moeder toe te staan om bijkomend verlof op te nemen na de geboorte veeleer dan daarvoor. Zij heeft immers vooral na de geboorte nood aan rust voor zichzelf en aan tijd om de baby's op te vangen. De moeder van een meerling heeft immers meer tijd nodig om met elk kind een persoonlijke affectieve band op te bouwen.

3. Wat het postnataal verlof betreft, is het onweerlegbaar schadelijk voor moeder en kind als de moeder al na acht weken verlof opnieuw aan het werk gaat.

Pedieters raden momenteel aan om kinderen die borstvoeding krijgen, geen bijkomende voeding te geven vóór ze drie maanden oud zijn. Als de moeder verplicht is om na acht weken postnataal verlof aan het werk te gaan, moet zij de voeding vroegtijdig veranderen.

Psychologen hebben aangetoond dat het kind pas rond drie maanden in staat is om een relatie op te bouwen met twee verschillende personen. Daarvoor is het niet raadzaam om het kind in een crèche of bij een gastmoeder onder te brengen.

Bovendien slapen de meeste baby's pas op drie maanden en niet op twee, de hele nacht door. De moeder zal op drie maanden dus beter in staat zijn haar werk terug op te nemen.

Wat de gezondheid van de moeder betreft, dient er ook op gewezen dat moeders die opnieuw aan het werk moeten gaan na acht weken postnataal verlof, hoog scoren op de depressieschaal (*Edinburgh Postnatal Depression Scale*). De meeste moeders voelen zich beter in staat om opnieuw aan het werk te gaan als zij eerst bijkomend verlof hebben gekregen op basis van een attest van arbeidsongeschiktheid, waarvoor de adviserende arts van het ziekenfonds toestemming moet geven. Als de moeder opnieuw gaat werken minder dan drie maanden na de bevalling, loopt zij meer kans op een postnatale depressie en als gevolg daarvan kunnen problemen ontstaan in verband met de ontwikkeling van het kind.

Il paraît, en outre, indispensable de faire une distinction entre le repos postnatal, destiné à la mère, qui devrait être identique pour toutes les mères, et le congé d'accueil de l'enfant.

Après l'accouchement, il semble ainsi nécessaire de donner à toutes les femmes une période identique de repos postnatal obligatoire de six semaines. À ce congé, s'ajouterait un congé appelé «congé d'accueil de l'enfant», destiné spécifiquement à accueillir l'enfant au foyer. La durée de ce congé varierait en fonction à la fois du nombre d'enfants, en cas de naissance multiple, et la durée d'hospitalisation, en cas d'hospitalisation du nouveau-né après la naissance.

Un congé d'accueil de huit semaines serait ainsi octroyé à la mère dans les cas majoritaires d'absence de complications à la naissance, c'est-à-dire lorsque l'enfant et la mère entrent au foyer ensemble. En cas de naissance multiple, le congé d'accueil serait prolongé d'un congé de quatre semaines par enfant, né simultanément avec le premier, pour permettre à la mère et aux nouveau-nés d'établir au mieux une relation affective.

En cas d'hospitalisation du nouveau-né après la naissance, le congé d'accueil de l'enfant serait prolongé de la durée d'hospitalisation, à compter de la deuxième semaine d'hospitalisation. La prolongation ne pourrait excéder six semaines. Toutefois, en cas d'hospitalisation prolongée du nouveau-né, c'est-à-dire si l'enfant reste hospitalisé plus de six semaines après la naissance, la mère aurait la faculté de demander le report de ce congé d'accueil et de sa prolongation jusqu'au moment de l'entrée de l'enfant au foyer. Cela permettrait ainsi à la mère de l'enfant de pouvoir reprendre le travail à l'issue de sa période de repos postnatal et de l'interrompre pour accueillir son enfant dans les meilleures conditions possibles. Dans ces cas de figure (graves), la demande de la travailleuse devrait s'accompagner d'un certificat de l'établissement hospitalier.

Les mères dont le nouveau-né décède dans l'établissement hospitalier dans l'année de sa naissance bénéficieraient, outre du congé postnatal obligatoire de six semaines, d'un congé facultatif de huit semaines à dater du décès de l'enfant. Si pour leur équilibre psychologique, elles souhaitent ne pas interrompre leurs activités professionnelles, elles auraient la possibilité de renoncer à ce congé.

Les possibilités de conversion du congé de maternité en congé de paternité seraient, par ailleurs, maintenues.

Ces modifications des périodes de protection de la maternité nécessitent, notamment, une adaptation de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de cette loi. Ces adaptations font l'objet de la présente

Bovendien moet een onderscheid worden gemaakt tussen de postnatale rust die alle moeders nodig hebben en het verlof voor de thuiskomst van het kind.

Na de bevalling moeten alle vrouwen een verplichte postnatale rustperiode van zes weken kunnen nemen. Daaraan zal een bijkomende verlofperiode worden toegevoegd, het zogenaamde verlof voor de thuiskomst van het kind, dat specifiek bedoeld is om het kind in het gezin op te nemen. De duur van dat verlof zal afhankelijk zijn van het aantal kinderen in geval van meerlingen en van de duur van het eventuele verblijf van de baby in het ziekenhuis na de geboorte.

Wanneer de geboorte zonder complicaties verloopt, zoals meestal het geval is, en moeder en kind samen naar huis gaan, zal de moeder een verlof van acht weken krijgen. Bij meerlinggeboorte wordt dat verlof verlengd met vier weken voor elk kind dat samen met het eerste geboren is, zodat de moeder en de baby's een sterke affectieve band kunnen opbouwen.

Als de baby na de geboorte in het ziekenhuis moet blijven, wordt het verlof voor de thuiskomst van het kind verlengd met de duur van het verblijf in het ziekenhuis, te berekenen vanaf de tweede week. De verlenging mag niet meer dan zes weken bedragen. Als de baby meer dan zes weken na de geboorte in het ziekenhuis moet blijven, kan de moeder vragen dat het verlof voor de thuiskomst van het kind en de verlenging daarvan worden uitgesteld tot het kind naar huis mag. Zo kan de moeder na de postnatale rustperiode haar werk weer opnemen en het later onderbreken om het kind zo goed mogelijk thuis op te vangen. In deze ernstige gevallen moet de werkneemster bij haar verzoek een attest van het ziekenhuis voegen.

Moeders van wie de baby in het ziekenhuis sterft binnen een jaar na de geboorte, krijgen bovenop het verplichte postnatale verlof van zes weken een facultatief verlof van acht weken vanaf de dood van het kind. Als zij omwille van hun psychologisch evenwicht liever blijven werken, mogen zij van dit verlof afzien.

De mogelijkheid om het moederschapsverlof om te zetten in vaderschapsverlof blijft overigens behouden.

Deze wijzigingen van de periodes van moederschapsbescherming vereisen onder meer een aanpassing van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, en van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van die wet. Dit

proposition. Les adaptations de la loi du 16 mars 1971 sur le travail font l'objet d'une proposition distincte.

COMMENTAIRES DES ARTICLES

Article 2

Cet article modifie l'article 114 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les périodes de protection de la maternité, en instaurant :

- une période de repos prénatal obligatoire d'une semaine,
- une période de repos postnatal obligatoire de six semaines,
- une période de congé d'accueil de l'enfant.

La durée du congé d'accueil varie en fonction du nombre d'enfants nés simultanément et de la durée de l'hospitalisation de l'enfant. Ainsi si l'enfant et la mère rentrent au foyer en même temps, la durée du congé d'accueil de l'enfant est fixée à huit semaines, prenant cours à l'expiration des six semaines suivant l'accouchement. En cas de naissance multiple, un congé supplémentaire de quatre semaines est octroyé pour chaque enfant né simultanément avec le premier.

Lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après la naissance, le congé d'accueil de l'enfant de huit semaines est prolongé à concurrence d'une période égale à la durée d'hospitalisation du nouveau-né, à l'exception de la première semaine d'hospitalisation, semaine pendant laquelle la mère et l'enfant ont pu rester ensemble. Cette prolongation ne pourra toutefois excéder six semaines. Hormis les cas de naissance multiple, la durée totale du congé d'accueil de l'enfant ne peut donc excéder quatorze semaines.

Lorsque l'hospitalisation de l'enfant excède la durée du congé postnatal obligatoire, lequel est de six semaines à dater de l'accouchement, la mère a la faculté de demander un report du congé d'accueil de son enfant pour accueillir son enfant lorsque celui-ci entre au foyer.

Lorsque la mère a repris le travail en raison de l'hospitalisation de son enfant de plus de six semaines et que l'enfant décède dans l'établissement hospitalier dans l'année de sa naissance, la mère a la possibilité de bénéficier d'un congé de huit semaines à dater du décès de son enfant. Si elle souhaite bénéficier de ce congé, elle remet à son organisme assureur, dans les sept jours à dater du décès du nouveau-né, une copie de l'écrit remis à son employeur conformément à l'article 39, alinéa 5, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

wetsvoorstel voorziet in die aanpassingen. Een afzonderlijke wetsvoorstel zorgt voor de aanpassingen van de arbeidswet van 16 maart 1971.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

Dit artikel wijzigt artikel 114 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wat betreft de perioden voor de moederschapsbescherming. Het voert in :

- een verplichte voorbevallingsrust van één week;
- een verplichte nabevallingsrust van zes weken;
- een verlof voor de thuiskomst van het kind

De duur van het verlof voor de thuiskomst van het kind hangt af van het aantal gelijktijdig geboren kinderen en van de duur van hun verblijf in het ziekenhuis. Indien moeder en kind samen naar huis terugkeren, bedraagt de duur van het verlof voor de thuiskomst van het kind acht weken vanaf het verstrijken van de zes weken na de bevalling. Bij een meerlinggeboorte komt er een verlof van vier weken bij voor elk kind dat samen met het eerste kind is geboren.

Moet het pasgeboren kind na de geboorte in het ziekenhuis blijven, dan wordt het verlof voor de thuiskomst van het kind van acht weken verlengd met een periode die gelijk is aan de duur van het verblijf van het pasgeboren kind in het ziekenhuis met uitzondering van de eerste week van dat verblijf, tijdens welke moeder en kind samengebleven zijn. Die verlenging mag evenwel niet meer dan zes weken bedragen. Buiten het geval van meerlinggeboorte kan de totale duur van het verlof voor de thuiskomst van het kind dus niet meer dan veertien weken bedragen.

Overschrijdt de duur van het verblijf van het kind in het ziekenhuis die van de verplichte nabevallingsrust, te weten zes weken vanaf de bevalling, dan kan de moeder vragen het verlof voor de thuiskomst van haar kind uit te stellen om het kind op te vangen wanneer het naar huis komt.

Wanneer de moeder opnieuw gaat werken omdat het kind langer dan zes weken in het ziekenhuis verblijft en wanneer dat kind in het ziekenhuis overlijdt in zijn geboortjaar, dan kan de moeder aanspraak maken op een verlof van acht weken vanaf het overlijden van het kind. Wenst zij daarop aanspraak te maken, dan geeft zij aan haar verzekeringsinstelling binnen zeven dagen vanaf het overlijden van het pasgeboren kind, een kopie van het document dat zij aan haar werkgever heeft overhandigd overeenkomstig artikel 39, vijfde lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Cet article maintient la possibilité, en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère, de convertir une partie de la période de repos postnatal et du congé d'accueil de l'enfant en un congé de paternité en faveur du père de l'enfant, dans les conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi.

Article 3

L'article 218 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, qui prévoyait que le taux de l'indemnité de maternité était ramené à 60% de la rémunération perdue plafonnée au-delà de la quinzième semaine de repos de maternité est abrogé.

Désormais, le taux de 75% reste d'application jusqu'à la fin de la période de protection de la maternité.

Article 4

Actuellement, la période de repos postnatal de huit semaines peut être prolongée à concurrence de la période pendant laquelle la titulaire a continué le travail ou le chômage contrôlé de la septième à la deuxième semaine y incluse, précédant l'accouchement.

L'article 220 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 fixe les périodes assimilées à des périodes au cours desquelles la titulaire a continué à travailler pour la prolongation de la période de repos postnatal.

Dès lors que la proposition modifie les périodes de protection de la maternité et prévoit la suppression de la période de congé prénatal facultatif, l'article 220 précité n'a plus de raison d'être.

Articles 5 à 7

L'article 5 adapte l'article 221 du même arrêté royal aux modifications des périodes de protection de la maternité introduites dans la présente proposition.

En cas de décès ou d'hospitalisation de la mère, la proposition laisse subsister la faculté de convertir une partie de la période de repos de maternité en un congé de paternité en faveur du père de l'enfant.

Wanneer de moeder overlijdt of in het ziekenhuis moet blijven, biedt dat artikel de mogelijkheid om de nabevallingsrust en het verlof voor de thuiskomst van het kind ten dele om te zetten in vaderschapsverlof voor de vader van het kind onder de voorwaarden en op de wijze bepaald door de Koning.

Artikel 3

Volgens artikel 218 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt het bedrag van de moederschapsuitkering beperkt tot 60% van het gedeerde loon voor het gedeelte van de periode van moederschapsrust, dat vijftien weken overschrijdt. Deze bepaling wordt opgeheven.

Voortaan blijft een bedrag van 75% van toepassing tot de periode van de moederschapsbescherming ten einde is.

Artikel 4

Thans kan de periode van de nabevallingsrust van acht weken worden verlengd met de periode tijdens welke de aanstaande moeder is blijven werken of in gecontroleerde werkloosheid is geweest, van de zevende tot en met de tweede week vóór de bevalling.

Artikel 220 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 bepaalt welke perioden worden gelijkgesteld met perioden tijdens welke de gerechtigde is blijven werken wat betreft de verlenging van de nabevallingsrust.

Aangezien deze bepaling de perioden van de moederschapsbescherming wijzigt en tevens het facultatief voorbevallingsverlof schrapt, bestaat er geen reden om artikel 220 te handhaven.

Artikelen 5 tot 7

Artikel 5 past artikel 221 van hetzelfde koninklijk besluit aan de wijziging van de perioden van moederschapsbescherming aan die dit voorstel invoert.

Bij overlijden of opname in het ziekenhuis van de moeder raakt dit voorstel niet aan de mogelijkheid om een deel van de bevallingsrust om te zetten in vaderschapsverlof voor de vader van het kind.

Les articles 5 à 7 précisent que pour la durée de ce congé, il sera tenu compte, non seulement de la partie du repos postnatal, mais également de la partie du congé d'accueil de l'enfant, non épuisée par la mère au moment de son décès ou de son hospitalisation.

Andrée DELCOURT-PÊTRE.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 114 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 est remplacé par la disposition suivante :

«*Art. 114.* — Le repos prénatal débute, à la demande de la titulaire, à partir de la première semaine qui précède la date présumée de l'accouchement. À cet effet, la titulaire remet à son organisme assureur un certificat médical attestant que l'accouchement doit normalement se produire à la fin de la période de repos sollicitée. Si l'accouchement se produit après la date prévue par le médecin, le repos prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement.

Le repos postnatal s'étend à une période de six semaines qui prend cours le jour de l'accouchement.

Cette période est prolongée d'un congé d'accueil de l'enfant de huit semaines prenant cours à l'expiration des six semaines suivant l'accouchement, lorsque le nouveau-né entre au foyer avec sa mère. En cas de naissance multiple, un congé supplémentaire de quatre semaines est octroyé pour chaque enfant né simultanément avec le premier.

Lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier après la naissance, le congé d'accueil de l'enfant de huit semaines est prolongé à concurrence d'une période égale à la durée d'hospitalisation du nouveau-né, à compter de la deuxième semaine d'hospitalisation, sans que toutefois cette prolongation puisse excéder six semaines.

En cas d'application de l'article 39, alinéa 5, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail en raison d'une hospitalisation du nouveau-né de plus de six semaines

De artikelen 5 tot 7 bepalen de duur van dat verlof. Er wordt rekening gehouden niet alleen met het deel van de nabevallingsrust maar ook met het deel van het verlof voor de thuiskomst van het kind, dat de moeder niet heeft opgenomen bij haar overlijden of opname in het ziekenhuis.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 114 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen als volgt :

«*Art. 114.* — De voorbevallingsrust neemt een aanvang op verzoek van de gerechtigde vanaf de eerste week vóór de vermoedelijke bevallingsdatum. De gerechtigde geeft daartoe aan haar verzekeringsinstelling een geneeskundig getuigschrift af, waarbij wordt verklaard dat ze normaal zal bevallen aan het einde van de gevraagde bevallingsrust. Indien de bevalling plaatsheeft na de datum die de arts heeft voorzien, wordt de bevallingsrust verlengd tot aan de werkelijke datum van de bevalling.

De nabevallingsrust strekt zich uit over een periode van zes weken, die ingaat op de dag van de bevalling.

Die periode wordt verlengd met een verlof voor de thuiskomst van het kind van acht weken, dat ingaat bij het verstrijken van zes weken na de bevalling, wanneer het pasgeboren kind samen met zijn moeder naar huis komt. Bij meerlingeboorte wordt vier weken bijkomend verlof toegekend voor elk kind dat gelijktijdig met het eerste geboren is.

Moet het pasgeboren kind na de geboorte in het ziekenhuis blijven, dan wordt het verlof voor de thuiskomst van het kind van acht weken verlengd met een periode die gelijk is aan de duur van het verblijf van de pasgeborene in het ziekenhuis te rekenen van de tweede week van de ziekenhuisopname zonder dat die verlenging meer dan zes weken mag bedragen.

Bij toepassing van artikel 39, vijfde lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971 wegens het verblijf van het pasgeboren kind in het ziekenhuis van meer dan

à dater de l'accouchement, le congé d'accueil de l'enfant prend cours au moment où le nouveau-né entre au foyer. Dans ce cas, la titulaire remet à son organisme assureur une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est hospitalisé depuis au moins six semaines.

En cas d'application de l'article 39, alinéa 6, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, la travailleuse qui souhaite bénéficier du congé de huit semaines à dater du décès du nouveau-né remet à son organisme assureur, dans les sept jours à compter du décès du nouveau-né, une copie de l'écrit remis à son employeur conformément à l'article 39, alinéa 5, précité.

Lors du décès ou de l'hospitalisation de la mère, une partie de la période de repos postnatal et du congé d'accueil de l'enfant peut être convertie, dans les conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi, en un congé de paternité en faveur du titulaire visé à l'article 86, § 1^{er}, qui est le père de l'enfant et qui satisfait aux conditions prévues par les articles 128 à 132. L'indemnité accordée audit titulaire est déterminée par le Roi. »

Art. 3

L'article 218 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 218. Les taux de l'indemnité de maternité, tels qu'ils sont fixés aux articles 216 et 217, sont octroyés pendant toute la période de repos prénatal, de repos postnatal et de congé d'accueil de l'enfant. »

Art. 4

L'article 220 du même arrêté est abrogé.

Art. 5

À l'article 221 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. En cas de décès de la mère le père de l'enfant peut, conformément à l'article 114, alinéa 4, de la loi coordonnée, bénéficier d'un congé de paternité, dont la durée ne peut excéder la partie du repos postnatal et du congé d'accueil de l'enfant visé à l'article 114, alinéas 2 à 4, de la loi coordonnée, non épuisée par la mère au moment de son décès. »

zes weken vanaf de bevalling, gaat het verlof voor de thuiskomst van het kind in wanneer het pasgeboren kind naar huis komt. In dat geval geeft de gerechtigde aan haar verzekeringsinstelling een verklaring van het ziekenhuis af, die bevestigt dat het pasgeboren kind sedert ten minste zes weken in het ziekenhuis verblijft.

Bij toepassing van artikel 39, zesde lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971 geeft de werkneemster die acht weken verlof wil krijgen vanaf het overlijden van het pasgeboren kind, aan haar verzekeringsinstelling binnen zeven dagen vanaf het overlijden van het pasgeboren kind, een kopie af van het document dat ze overeenkomstig het voormelde artikel 39, vijfde lid, aan haar werkgever heeft afgegeven.

Bij overlijden of ziekenhuisopname van de moeder kunnen de nabevallingsrust en het verlof voor de thuiskomst van het kind onder de voorwaarden en op de wijze bepaald door de Koning ten dele omgezet worden in vaderschapsverlof voor de gerechtigde bedoeld in artikel 86, § 1, die de vader is van het kind en die voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 128 tot 132. De Koning bepaalt welke uitkering de gerechtigde ontvangt. »

Art. 3

Artikel 218 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 218. De bedragen van de moederschapsuitkeringen, zoals bepaald in de artikelen 216 en 217, worden verleend gedurende de hele periode van de voorbevallingsrust, van de nabevallingsrust en van het verlof voor de thuiskomst van het kind. »

Art. 4

Artikel 220 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5

In artikel 221 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. In geval van overlijden van de moeder kan de vader van het kind, overeenkomstig artikel 114, vierde lid, van de gecoördineerde wet aanspraak maken op vaderschapsverlof, waarvan de duur het deel van de nabevallingsrust en van het verlof voor de thuiskomst van het kind bedoeld in artikel 114, tweede tot vierde lid, van de gecoördineerde wet, nog niet opgenomen door de moeder bij haar overlijden, niet mag overschrijden. »

2° Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le père bénéficie d'une indemnité pour chaque jour ouvrable de la période de congé de paternité et pour chaque jour de cette même période assimilé à un jour ouvrable par un règlement du Comité de gestion du service des indemnités. Le montant de cette indemnité est déterminé sur la base de la rémunération du père de l'enfant, conformément aux dispositions de l'article 113 de la loi coordonnée et des articles 216 à 219, en fonction de la qualité de titulaire du père au sens de l'article 86, § 1^{er}, de la loi coordonnée précitée et compte tenu de la durée déjà écoulée du repos postnatal et du congé d'accueil de l'enfant. »

Art. 6

L'article 222, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le congé de paternité expire au moment où l'hospitalisation de la mère prend fin et au plus tard au terme de la période correspondant au repos postnatal et au congé d'accueil de l'enfant non encore épuisé par la mère au moment de son hospitalisation. »

Art. 7

L'article 223, § 2, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ledit organisme est tenu de recueillir auprès de l'organisme assureur d'affiliation de la mère tous les éléments permettant de déterminer la partie de la période de repos postnatal et de congé d'accueil de l'enfant restant à courir à compter du décès ou de l'hospitalisation de la mère. »

Andrée DELCOURT-PÊTRE.

2° Paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De vader kan aanspraak maken op een uitkering voor elke werkdag van de periode van vaderschapsverlof en voor iedere dag van diezelfde periode, die krachtens een veroderning van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen met een werkdag wordt gelijkgesteld. Het bedrag van deze uitkering wordt bepaald op basis van het loon van de vader van het kind, overeenkomstig artikel 113 van de gecoördineerde wet en van de artikelen 216 tot 219, volgens de hoedanigheid van gerechtigde van de vader in de zin van artikel 86, § 1, van de gecoördineerde wet en rekening houdend met de reeds verstreken duur van de nabevallingsrust en van het verlof voor de thuiskomst van het kind. »

Art. 6

Artikel 222, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het vaderschapsverlof verstrijkt op het tijdstip waarop het verblijf van de moeder in het ziekenhuis eindigt en ten laatste bij het verstrijken van de periode die overeenstemt met de nabevallingsrust en met het verlof voor de thuiskomst van het kind dat de moeder bij haar opname in het ziekenhuis nog niet had opgenomen. »

Art. 7

Artikel 223, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Deze instelling moet bij de verzekeringstelling van aansluiting van de moeder alle gegevens opvragen waarmee ze het overblijvende gedeelte van de nabevallingsrust en van het verlof voor de thuiskomst van het kind kan bepalen vanaf het overlijden of de opname van de moeder in het ziekenhuis. »